

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 03/10/2022

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 08/09/2022 – Risques accidentels

**Contexte et constats**

Publié sur 

**SIDESUP**

12 rue du Moulin  
45300 ENGENVILLE

Références : EB 499/2022 – VAT 20220568  
Code AIOT : 0010001019

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement SIDESUP implanté 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE. L'inspection a été annoncée le 05/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIDESUP
- 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE
- Code AIOT : 0010001019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

La société SIDESUP, coopérative de déshydratation de pulpes de betterave, de luzerne et de bois, bénéficie pour son établissement de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Elle exerce également une activité de fabrication et de stockage de pellets de pulpes de betterave, de luzerne et de bois.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des suites des visites précédentes du 25/02/2022 et du 07/07/2022
- Risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	(ex Point 9)- installation stockage plaquettes et sciures	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.3.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription (constat C1), Lettre de suite préfectorale (constats C2 et C3)	15 jours
2	Etat de stocks	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	(ex Point 1)- Rapport accident et mesures d'urgences	Code de l'environnement du 07/07/2022, article L. 512-20 et R. 512-69 et Art. 6 APMU du 13/07/2022	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription (constat C5), Lettre de suite préfectorale (constat C6)	1 mois
11	Liste des mesures de maitrises des risques et barrières de sécurité	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.7.1 et Art. 7.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Entretien moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Ressource en eau-moyen de défense	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Silothermométrie	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
18	Contrôle tuyauterie gaz naturel	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.10	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
21	Propreté ligne 27000	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
22	Effets dominos stockage de sciures et zone d'alimentation combustible ligne	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 1.3 et Art. 71	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Réaction au feu	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.3.2.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	(ex point 11)- Généralités - propreté	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	(ex Point 2)- Propreté des installations - Empoussièrement	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.2.6	/	Sans objet
8	Résistance à la surpression	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.3.2.2	/	Sans objet
9	Toitures et couverture de toiture	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.3.2.3	/	Sans objet
10	Analyse et étude technique foudre	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.4.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Events et parois soufflables	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.2	/	Sans objet
19	Foyer biomasse et gaz ligne 27000	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.16	/	Sans objet
20	Foyer biomasse et gaz ligne 25000	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.15	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : (ex Point 9)-installation stockage plaquettes et sciures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de sciures de bois
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'aire de stockage de sciures de bois est implantée conformément au plan annexé au présent arrêté.  Elle est constituée d'un bâtiment comportant une dalle en béton, trois murs de soutènement en béton de 5 m de hauteur, une charpente bois et une toiture en tôles métalliques.  Les murs périphériques du bâtiment de stockage doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : REI 120 (coupe-feu. de degré 2 heures). La façade Est permet l'accès au stockage pour le chargement et la reprise des sciures.  La hauteur de stockage de sciures de bois, d'un volume maximal de 4 800 m <sup>3</sup> , ne doit pas dépasser cinq mètres.  L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.  La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés au silo de sciures.  Les relevés de température et d'humidité des sciures donnent lieu à un enregistrement.

Les procédures d'intervention de l'exploitant, en cas de phénomènes d'auto-échauffement, sont rédigées et communiquées aux services de secours. Ces procédures doivent notamment inclure les critères à partir desquels les services de secours doivent être prévenus.

Il est remédié à toute infiltration d'eau susceptible d'être à l'origine de phénomènes d'auto échauffement des produits stockés dans les délais les plus brefs.

[...]

**Constats : C1 :** L'exploitant stocke des sciures de bois en dehors du bâtiment de stockage dédié. Ces sciures de bois sont ainsi soumises aux intempéries, et l'exploitant ne s'assure pas de l'absence de leur fermentation, pouvant entraîner un incendie.

**C2 :** Le système de surveillance de la température du stockage de sciures de bois afin de prévenir tout risque d'auto échauffement n'est pas adapté.

**C3 :** Malgré la détection du dépassement de la température d'alerte dans le stockage de sciures de bois, l'exploitant n'a pas entrepris de mesures correctives conformément à ses procédures internes relatives au suivi de l'auto-échauffement des stockages.

**Observations :** Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le bâtiment de stockage de sciures de bois était rempli. L'inspection a également constaté le stockage de sciures de bois en extérieur sur la cour de circulation des engins et donc soumis aux intempéries.

L'exploitant a indiqué que le taux d'humidité des sciures de bois est vérifié à l'arrivée des produits et cette donnée est enregistrée.

L'exploitant a indiqué qu'il suit le risque d'auto échauffement des sciures de bois avec une sonde « Quanturi » mise en place dans le stockage, d'une longueur de 3 m avec 3 points de mesures de température.

L'exploitant a indiqué que la sonde transmet les relevés de températures sur ordinateur.

Il a également indiqué que des seuils d'alerte ont été définis à 35°C et 45°C.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les relevés en temps réel de la sonde n°156 implanté dans le stockage. Les relevés indiquent des températures à 1 m, 2 m et 3 m respectivement de 32°C, 62°C et 43°C.

L'inspection relève donc qu'en 2 points les seuils d'auto-échauffement des sciures sont dépassés.

(l'exploitant a présenté également une extraction des relevés de l'ensemble des sondes Quanturi utilisées sur les sites).

De plus, lors de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté que la sonde de contrôle de la température du stock de sciures de bois n'était que partiellement enfoncée de sorte que le 1er capteur était hors stockage (mesure de la température de l'air ambiant).

Par courriel du 16/09/2022, l'exploitant a transmis les procédures nommées « *stockage SIDESUP - Procédure en cas de combustion lente* » et « *retour d'expérience-échauffement du 07/12/2019* ».

La première procédure mentionne notamment qu'à partir de 50°C, une action corrective doit être engagée par l'exploitant. La seconde procédure mentionne qu'il est défini un seuil de pré-alarme à 35°C et le seuil d'alarme est fixé à 45°C et que différentes mesures correctives sont également à mettre en oeuvre.

Or, lors de la visite, les deux capteurs de la sonde Quanturi en contact avec la sciure de bois mentionnaient des températures de 62°C et de 43°C. L'exploitant n'a pourtant entrepris aucune mesure corrective.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 15 jours

## N° 2 : Etat de stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks matières combustibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats : C4 :</b> L'exploitant ne tient pas à jour un état des stocks des matières combustibles et notamment des sciures de bois.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté un état des stocks des sciures de bois et des plaquettes forestières. Cet état des stocks est établi chaque début de semaine et valable pour une semaine. L'état des stocks mentionne, à la date du 05/09/2022, 3068 m <sup>3</sup> de sciures de bois et 371 m <sup>3</sup> de plaquettes forestières. Or, lors de la visite, l'inspection a constaté un surstockage de sciures de bois puisque le stockage est situé en dehors du bâtiment dédié. L'exploitant a indiqué recevoir des livraisons quotidiennes de sciures de bois préalablement au début d'une campagne de déshydratation de ces produits.  Le suivi de l'état des stocks n'est donc pas adapté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 3 : (ex point 11)-Généralités - propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, propreté de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection s'est rendu dans le bâtiment 30000 et notamment dans sa partie supérieure. L'inspection a constaté que l'exploitant a procédé à un nettoyage des poussières constatées lors de la visite du 25/02/2022. L'inspection a toutefois constaté la présence de poussières en cours d'accumulation. <b>L'exploitant doit utilement être vigilant et procéder à un nettoyage régulier des installations.</b> La fréquence des opérations de nettoyage doit être adaptée au niveau d'empoussièrement observé dans chaque volume.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : (ex Point 1)-Rapport accident et mesures d'urgences**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/07/2022, article L. 512-20 et R. 512-69 et Art. 6 APMU du 13/07/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport suite accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L. 512-20 du code de l'environnement: En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en oeuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.  R. 512-69 du code de l'environnement: L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport



d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Art. 6 APMU du 13/07/2022

[...]

Au plus tard 7 jours avant leur remise en service, s'agissant des installations touchées par l'incendie à l'arrêt à la date de notification du présent arrêté, l'exploitant doit avoir procédé :

- aux travaux et à la révision des procédures d'exploitation et de maintenance rendues nécessaires au vu du rapport prescrit à l'article 4 ci-dessus, visant à permettre l'exploitation des installations dans des conditions de sécurité optimales, y compris par très fortes chaleurs ;
- au nettoyage des installations ;
- aux contrôles de l'ensemble des équipements identifiés comme à l'origine et/ou impactés par l'accident. Ces contrôles sont documentés par des planches photographiques commentées insérées dans le rapport cité ci-après ;
- aux vérifications, par un organisme compétent, requises par les articles 7.4.2 et 7.7.1 de l'arrêté du 28 décembre 2021 susvisé ;
- une analyse des risques prenant en compte les caractéristiques et l'état de l'installation ;
- tout autre élément nécessaire à l'appréciation de la sécurité de fonctionnement de l'installation.

Ces mesures sont restituées dans un rapport de justification de remise en service transmis, à la préfète et à l'inspection des installations classées, dans le même délai de 7 jours.

[...]

**Constats : C5 :** Le rapport d'accident du 10/08/2022 établi par l'exploitant à la suite de l'incendie survenu les 06 et 07/07/2022 ne présente ni les causes profondes de l'accident ni les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident/incident similaire et pour en pallier les effets.

**C6 :** L'exploitant n'a pas transmis un rapport de justification complet de remise en service des installations touchées par l'incendie et dans le délai de 7 jours avant leurs remises en service.

**Observations :** L'exploitant a transmis un premier rapport d'accident le 03/08/2022. Il a transmis un second rapport d'accident sous le formalisme établi par le BARPI le 10/08/2022.

Après analyse du rapport d'accident du 10/08/2022, l'inspection constate que ce rapport n'est pas abouti. En effet, l'exploitant n'a pas recherché les causes profondes et n'a pas tiré d'améliorations pour la sécurité afin qu'un évènement similaire ne se reproduise pas ou qu'il en atténue les conséquences.

Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection a constaté que le silo 4 était exploité pour le stockage de pellets de luzerne. La manutention et les dispositifs électriques (hors éclairage) n'étaient pas utilisés. L'exploitant manipulait les pellets de luzerne à l'aide d'un engin.

L'exploitant n'a pas informé l'inspection 7 jours avant la remise en service des installations touchées par l'incendie. L'exploitant a transmis le 16/09/2022 un rapport de vérification des installations électriques réalisé par l'organisme APAVE du 12/09/2022 ne mentionnant aucune anomalie. Néanmoins, l'exploitant n'a pas transmis le rapport de justification de remise en service des installations touchées par l'incendie comprenant l'ensemble des items prévus dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 13/07/2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : (ex Point 2)- Propreté des installations - Empoussièrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Empoussièrement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/07/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/08/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis des éléments de réponse par courriel du 29/07/2022 justifiant du nettoyage des silos 3 et 4 et du bâtiment abritant le sécheur 30000. L'exploitant a indiqué que 3 à 4 saisonniers sont affectés au nettoyage des installations et qu'à la suite de l'incendie du 06 et 07/07/2022, l'exploitant a fait intervenir une société extérieure.  Lors de la visite, l'inspection s'est rendue dans le silo 4 et n'a pas constaté d'empoussièrement excessif.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Circulation dans l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circulation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.  L'exploitant établi un plan de circulation interne du site. Ce plan de circulation prend en compte la nouvelle entrée aménagée au niveau de la clôture Est de l'établissement, pour fluidifier les arrivées des véhicules de livraison et limiter leur stationnement sur la voie publique. Toute modification des installations ou des conditions de livraison, chargement ou déchargement de produits entraîne la mise à jour du plan de circulation.  Ce plan est fourni à chaque conducteur circulant sur le site industriel.  Le plan de circulation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a établi un plan de circulation dans le site. L'inspection a constaté la présence de ce plan dans les autorisations de circulation des chauffeurs. Il est également affiché au niveau du bureau du pont bascule. <b>Ce plan devra être mis à jour lorsque la 2e entrée sera finalisée.</b>  <b>De plus, l'exploitant pourrait utilement veiller à maintenir les voies de circulation dégagées notamment celle longeant la ligne 27000 (couloir entre la ligne 27000 et le bâtiment de stockage de sciures).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Réaction au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux abritant l'installation biomasse de la ligne de séchage 27 000 doivent présenter la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustibilité).  Les sols des aires et locaux doivent être incombustibles (classe A1).
<b>Constats : C7 :</b> L'exploitant ne justifie pas que les sols et les locaux abritant la biomasse de la ligne 27000 sont de classe A1 (incombustible).
<b>Observations :</b> L'exploitant n'est pas en capacité de justifier que les sols et les locaux abritant la biomasse de la ligne 27000 sont de classe A1 (incombustible).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Résistance à la surpression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bâtiment abritant l'installation biomasse de la ligne 27 000 est équipé d'évents de décharge ou de surfaces soufflables. Ces équipements sont positionnés en toiture du bâtiment. Ils sont convenablement dimensionnés en tenant compte de l'intensité de phénomène d'explosion calculé dans l'étude de dangers. Leur conception permet de prévenir le risque de projection.  La résistance des autres parois, hors évent de décharge ou surface soufflables, est dimensionnée de façon à résister à l'explosion.  Un dispositif de découplage permet d'éviter que l'explosion ne se propage dans le reste de l'installation.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que le volume du bâtiment abritant la biomasse de la ligne 27000 est d'un seul contenant et communique uniquement avec l'extérieur. Aucun découplage n'est donc nécessaire.  Par courriel du 16/09/2022, l'exploitant a transmis un plan justifiant de la présence d'une zone éventable de 63 m <sup>2</sup> en toiture du bâtiment abritant la biomasse. Le document mentionne la mise en place d'une structure métallique différente du reste de la toiture et comprenant des fixations spécifiques. La tenue à la pression de la surface soufflable est de 100 mbar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Toitures et couverture de toiture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les toitures et couvertures de toiture du local biomasse et du auvent de foyer gaz naturel répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Par courriel du 16/09/2022, l'exploitant a transmis les justificatifs attestant que la toiture du local biomasse est Broof t3. Le foyer gaz n'a pas été construit et ne le sera pas prochainement, notamment en regard des tarifs actuels du gaz naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : Analyse et étude technique foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.  L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.  Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.  Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.  Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.  Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.  Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.  Titre 12 Echeances Transmission de l'analyse de risque foudre (ARF) et de l'étude technique foudre : Préalablement à la mise en service de la nouvelle ligne de séchage et au plus tard le 01/04/22
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que l'analyse risque foudre (ARF) et l'étude technique foudre (ETF) ont été réalisées le 30/09/2021. L'exploitant a présenté une attestation de fin de travaux de la société FRANKLIN ENERGIE du 14/03/2022 justifiant de la mise en conformité des dispositifs de protection contre la foudre conformément à l'ARF et l'ETF. <b>Pour rappel, une vérification complète initiale est requise dans les 6 mois suivant l'installation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Liste des mesures de maitrises des risques et barrières de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.71 et Art. 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR et Barrières de sécurités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques prévues par les études de dangers de l'établissement. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les données techniques permettant de démontrer le caractère adapté des barrières de sécurité et des mesures de maîtrise des risques pour prévenir, limiter et/ou protéger des phénomènes dangereux sur lesquelles elles sont impliquées.</p> <p>L'exploitant rédige, en tenant compte des études de dangers de son établissement, la liste des mesures de maîtrise des risques et des barrières de sécurité intervenant dans la prévention, la limitation ou la protection des phénomènes dangereux. Elle inclut les barrières de sécurité de l'atelier de déshydratation de la ligne 27 000 définies à l'annexe IV.3.12 de l'étude de dangers spécifique à l'installation précitée.</p> <p>La liste est établie en tenant compte des équipements, des paramètres, des consignes, des modes opératoires et des formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p> <p>La liste précise, pour chaque mesure de maîtrise des risque et barrière de sécurité la fonction de sécurité et le ou les phénomènes dangereux sur lesquelles elle intervient, sa localisation dans l'établissement, ses caractéristiques techniques minimales requises afin qu'elle assure la fonction attendue en application des critères fixés par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sus-visé et les conditions de contrôle (personne habilité, fréquence, etc.) afin d'assurer le maintien de ses performances dans le temps.</p> <p>Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques ou d'une barrière de sécurité visée dans la liste, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. Ces mesures sont reprises dans une procédure dont la référence est reprise dans la liste des mesures de maîtrise des risques et des barrières de sécurité visée au présent article.</p> <p><b>Art. 7.4.3</b> [...]</p> <p>A minima les systèmes de détection comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des détecteurs incendie dans les locaux électriques ;</li> <li>- des détecteurs gaz sur les lignes de séchage ;</li> <li>- des détecteurs d'étincelles sur les lignes de séchage.</li> </ul> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de</p>

<p>maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p><b>Constats : C8 :</b> La liste des barrières de sécurité est incomplète et à mettre à jour (absence des barrières de la ligne 27000 et des items permettant de s'assurer du maintien de l'efficacité des barrières de sécurité dans le temps).</p> <p><b>C9 :</b> L'exploitant n'a pas finalisé la mise en conformité de la détection d'étincelle à la suite du rapport de contrôle périodique.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a présenté la liste des détecteurs recensés pour les lignes 25000 et 30000.          Cette liste est à mettre à jour pour inclure les détecteurs de la ligne 27000.          Ces détecteurs sont des mesures de maîtrise des risques ou barrières de sécurité prévues par l'étude de dangers.</p> <p>De plus, la liste présentée ne mentionne pas, à titre d'exemple, leurs fonctionnalités, leurs niveaux de confiance minimale attendus, leurs fréquences de maintenance, les opérations de maintenance à réaliser, leurs localisations sur le site ...</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des détecteurs d'étincelles réalisé par la société UXELLO le 19/04/2022. Ce rapport fait état d'anomalies et conclut que l'ensemble des détecteurs d'étincelles ne sont pas opérationnels.          L'exploitant a justifié que les détecteurs défectueux ont été remplacés le 02/05/2022 et que les batteries ont été remplacées le 17/05/2022. L'exploitant indique qu'il reste à remplacer 2 câbles de fibre de détecteurs d'étincelles installés sur la ligne 30000.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 12 : Entretien moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.  Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :  Ajouter tableau
<b>Constats : C10 :</b> L'exploitant ne respecte pas la fréquence de contrôle périodique réglementaire des RIA (dernier contrôle effectué le 28/04/2021, pour une périodicité annuelle de contrôle).
<b>Observations :</b> L'inspection a examiné uniquement les contrôles périodiques des extincteurs et des RIA.  L'exploitant justifie d'un contrôle des extincteurs le 21/04/2022 et du 21/07/2022 (2e inspection à la suite de l'incendie des 06 et 07/07/2022).  L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé au contrôle annuel des RIA dans l'attente de l'installation de ceux de la ligne 27000. Or, le dernier contrôle date du 28/04/2021. L'exploitant est donc en retard de son contrôle périodique. L'exploitant a indiqué que le contrôle doit avoir lieu dans 15 jours, à la date de la visite. Par courriel du 16/09/2022, l'exploitant a transmis un devis du 25/02/2022 signé auprès de la société GM Incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bâtiment abritant les fours de déshydratation est protégé par des robinets d'incendie armés (5 RIA DN 40-30 associés à un surpresseur de 6,5 bar) ;</li> <li>- la ligne de séchage 27 000 l/h est protégée par des robinets d'incendie armés (2 RIA),</li> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>- les besoins en eau en cas d'incendie sont assurés au moyen d'hydrants conformes aux normes françaises en vigueur, susceptibles de fournir un débit de 300 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar environ et placés à moins de 150 m par les voies praticables du point le plus éloigné à défendre.</li> </ul> <p>Ces hydrants sont implantés conformément aux normes en vigueur et, réceptionnés par l'installateur qui délivre l'attestation de conformité. Une copie de cette attestation est transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, groupement prévention. L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie, qui ne peut être inférieure à 1 800 m³ répartis entre les bassins 5008 ou Nord et 5009 ou Sud. Le niveau d'eau correspondant à quantité minimale de la ressource nécessaire est matérialisée dans chacun des bassins par un moyen adapté tel que une échelle limnimétrique.</p> <p>Il effectue une vérification périodique (a minima semestrielle et a maxima annuelle) de la disponibilité des débits.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<b>Constats : C11 :</b> L'exploitant n'a pas procédé à la mise en place de l'ensemble des RIA prévus à proximité de la ligne 27 000.
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a examiné uniquement les RIA prévus pour la ligne 27000.</p> <p>L'inspection a constaté que seul le RIA situé entre la ligne 27000 et le bâtiment des sécheurs 25000 et 30000 est présent. Celui normalement situé entre la ligne 27000 et le bâtiment de stockage de sciures n'est pas installé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Moyens de défense extérieur contre l'incendie :  Le site dispose :  [...]  - deux réserves incendie à l'air libre nommées 5008 ou Nord et 5009 ou Sud, correspondant aux bassins de rétention et bassin d'attente avant épandage, d'une capacité unitaire utile de 900 m<sup>3</sup> et implantées à moins de 150 mètres du risque à défendre[...]</p> <p>La réserve incendie 5008 est équipée d'une ligne d'aspiration et d'une prise de raccordement.  La réserve incendie 5009 est équipée d'une ligne d'aspiration et d'une prise de raccordement.</p> <p>[...]  Aucun matériau combustible ne doit être stocké entre le bâtiment de stockage de bois et l'atelier.  [...]  La cheminée des unités de déshydratation 25 000 l/h et 30 000 l/h et la cheminée de l'unité de déshydratation 27 000 l/h sont respectivement équipées dans leurs parties supérieures d'une couronne d'aspersion d'eau (débit 9 m<sup>3</sup>/h). L'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. Il effectue une vérification périodique (a minima annuelle) de la disponibilité des débits.</p> <p>L'établissement dispose ou s'assure de la disponibilité d'une lance auto-propulsive. Dans le cas d'une mise à disposition contractualisée, l'exploitant est en mesure de justifier que le délai de mobilisation de cette lance est compatible avec la cinétique de développement du phénomène dangereux d'un incendie couvant dans le stockage de pellets, de sciures de bois ou plaquettes forestières.</p>
<b>Constats : C12 :</b> L'exploitant ne dispose pas sur site ou ne peut pas avoir à disposition une lance autopropulsive.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'un des deux bassins était vide pour curage. Il a également indiqué que les cannes d'aspiration ont été mises en conformité avec la mise en place d'un flotteur en surface pour éviter le colmatage de la crépine d'aspiration.  L'inspection n'est pas allée vérifier l'état des bassins et des cannes d'aspiration lors du présent contrôle.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté le stockage de matières combustibles entre le bâtiment de stockage de sciures et la ligne 27000 excepté au niveau de la trémie biomasse puisque le tas de sciures débordait par-dessus le muret (cf point n°22).</p> <p>Par courriel du 16/09/2022, l'exploitant a transmis une photographie de la pompe du système d'aspersion de la cheminée mentionnant que le débit de la pompe est de 9 m<sup>3</sup>/h. Par ailleurs, l'inspection a constaté que cette couronne est installée en haut de la cheminée.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas disposer sur site ou ne pas avoir à disposition rapidement une lance autopropulsive.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 7.8.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose, en collaboration avec la société Union de Stockage des Coopératives du Pithiverais, un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) commun aux deux établissements, sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans leurs études de dangers, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel des 2 établissements, les populations et l'environnement.</p> <p>Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans les études de dangers des 2 établissements.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I., en application de l'article 1er du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R 512-29 du code de l'environnement.</p> <p>Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :</li> <li>• l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,</li> <li>• la formation du personnel intervenant,</li> <li>• l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,</li> <li>• la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),</li> <li>• la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,</li> <li>• la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.</li> </ul> <p>Le comité social et économique (C.S.E), s'il existe, ou à défaut l'instance représentative du personnel, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au Préfet.</p> <p>Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Le P.O.I. et les modifications notables successives sont transmis au préfet, à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le P.O.I.</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque</p>

<p>changement important des installations ou de l'organisation.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats : C13 :</b> Le plan d'opération interne (POI) est incomplet et à mettre à jour. De plus, le POI et son contenu sont méconnus du personnel.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant dispose d'un POI version janvier 2022. Ce POI est commun avec la société USCP.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le dernier exercice POI a eu lieu en 2020 et qu'un nouvel exercice est en cours de programmation avec l'USCP.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le POI est disponible en version papier sur site dans les bureaux de M. BELIERES, M. KUYLLE et Mme MERCIER-BROSSE.</p> <p>Après examen du POI version janvier 2022 , l'inspection a relevé les informations erronées ou manquantes suivantes (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• tableau classement erroné rubrique 3642 à 960 t/j,</li> <li>• absence ligne 27000 sur les plans,</li> <li>• N° ENGIE mais pas N° GRTgaz (cf n° urgence sur panneau du poste de livraison),</li> <li>• N° standard DREAL (inutile la nuit et WE) mais absence du numéro de la préfecture 45,</li> <li>• volume réserve en eau erroné par rapport aux prescriptions de l'arrêté,</li> <li>• pas de plan des distances d'effet des flux thermiques pour le silo 4,</li> <li>• photo du poteau incendie communal erroné. Ce poteau n'est pas celui mentionné dans l'arrêté</li> <li>• poste de commandement dans les flux de suppression pour les scénarios d'explosion canalisation gaz et foyers biomasse,</li> <li>• absence de mention des moyens de lutte utilisés lors de l'incendie des 06 et 07/07/2022 à savoir pulvérisateur manuel et sceau d'eau – Fiabilité et opérationnalité de ces dispositifs non précisées.</li> </ul> <p>Enfin, lors de l'incendie des 06 et 07/07/2022, l'inspection a constaté que le POI et son contenu était largement méconnus du personnel. L'exploitant a reconnu qu'une formation spécifique est à réaliser.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos ; ils sont équipés d'un système de silothermométrie :  - silo 1 : 4 sondes – 3 capteurs par sonde ;  - silo 2 : 4 sondes – 3 capteurs par sonde ;  - silo 3 : 5 sondes – 5 capteurs par sonde ;  - silo 4 : 8 sondes – 5 capteurs par sonde ;  - silo 5 : 3 sondes – 1 capteur par sonde.  Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.  [...]</p>
<p><b>Constats : C14 :</b> Compte tenu de dépassements de seuil de pré-alarme et d'alarme récurrentes, de capteurs hors service et de l'absence de mise en oeuvre de mesures correctives en cas de dépassement de seuils de température, l'exploitant ne s'assure pas, au travers d'une surveillance appropriée et adaptée, que les conditions de stockage des produits n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.</p> <p><b>C15 :</b> Le silo 3 ne dispose pas de 5 sondes de silothermométrie.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'en plus des sondes fixes, des sondes QUANTURI sont également utilisées pour le suivi de la silothermométrie des pellets.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un enregistrement est également réalisé. Par courriel du 16/09/2022, l'exploitant a transmis les enregistrements du 15/06/2022 au 14/09/2022. L'analyse de ces enregistrements mentionne que 3 capteurs sont hors service, situés respectivement sur la sonde 17 du silo 1, la sonde 33 du silo 3 et la sonde 43 du silo 4.</p> <p>Certains capteurs détectent ou ont détecté un dépassement du seuil de pré-alarme défini dans la procédure « <i>retour d'expérience-échauffement du 07/12/2019</i> » sur plusieurs semaines continues et pour certains capteurs les augmentations de températures dépassent les 3°C (à titre d'exemple, le capteur 26 de la sonde 23 du silo 2 a détecté une température de 36,6°C le 31/07/2022 et 41,8°C le 04/08/2022, augmentation jugée anormale selon la procédure précitée. Néanmoins, aucune mesure corrective ne semble avoir été mise en oeuvre</p> <p>Certains capteurs ont également détecté un dépassement du seuil d'alarme. A titre d'exemple, le capteur 96 de la sonde 43 du silo 4 a détecté une température de 71,9°C le 02/09/2022 et de 302,9°C le 03/09/2022. Le 04/09/2022, la température était conforme à 33,3°C.</p> <p>Enfin, selon les enregistrements fournis le silo 3 dispose de 4 sondes alors que l'arrêté préfectoral en prescrit 5, tel que défini par l'exploitant au travers de son étude de dangers.</p> <p>L'inspection a constaté la présence des sondes de silothermométrie fixe dans le silo 4. Les sondes étaient mises en place dans le stock de pellets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 17 : Events et parois soufflables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Events et parois soufflables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties des unités de déshydratation recensées selon les dispositions de l'article en raison des risques d'explosion, comprenant a minima les cyclones, les filtres à manches et les dépoussiéreurs, l'exploitant met en place des événements / parois soufflables dimensionnés conformément aux normes en vigueur et de pression de rupture de 100 mbar.  Ces événements / parois soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Cf annexe vérifications événements et parois soufflables ligne 27000
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Contrôle tuyauterie gaz naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et travaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service. [...]
<b>Constats : C16 :</b> L'exploitant ne réalise pas de vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries alimentées en gaz naturel.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué ne pas réaliser de vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries alimentées en gaz naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 19 : Foyer biomasse et gaz ligne 27000**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Constitution alimentation ligne 27000
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est conduite de manière quasi automatique. Elle comporte une alimentation et un foyer qui comprend principalement : <ul style="list-style-type: none"><li>➤ manutention du combustible :<ul style="list-style-type: none"><li>- une trémie d'alimentation en plaquettes forestières approvisionnées par chargeur,</li><li>- deux redlers permettant le dosage des plaquettes ;</li></ul></li><li>➤ introduction du combustible dans le foyer :<ul style="list-style-type: none"><li>- une trémie tampon,</li><li>- une vérin poussoir ;</li></ul></li><li>➤ foyer de combustion biomasse :<ul style="list-style-type: none"><li>- une chambre de combustion en acier équipée d'une cheminée de sécurité,</li><li>- un ensemble de grilles,</li><li>- un dispositif d'évacuation des cendres par redler ;</li></ul></li><li>➤ liaison foyer de combustion biomasse – tambour sécheur :<ul style="list-style-type: none"><li>- une chambre de dilution permettant de recevoir le brûleur gaz et les fumées de recyclage</li></ul></li></ul> <p>Par ailleurs, cette liaison est équipée d'une cheminée d'évacuation des gaz en cas de mise en sécurité. L'installation est pilotée par un automate programmable et un superviseur.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté les éléments constitutifs de l'alimentation en combustible biomasse décrits dans les prescriptions de l'arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : Foyer biomasse et gaz ligne 25000**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Constitution alimentation ligne 25000
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est conduite de manière quasi automatique. Elle comporte une alimentation et un foyer qui comprend principalement : ➤ manutention du combustible : - deux trémies d'alimentation en plaquettes forestières approvisionnées par chargeur, - un redler permettant le dosage des plaquettes ; [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 25/02/2022, l'inspection avait constaté que l'alimentation en combustible de la biomasse de ligne 25000 était réalisée par un transporteur à bande et non par un redler. Ce constat a été retenu comme un écart.  Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que le transporteur à bande a été remplacé par un redler conformément aux prescriptions de l'arrêté.  Les autres éléments constitutifs de l'alimentation en combustible n'ont pas été examinés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 21 : Propreté ligne 27000**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté ligne 27000
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats : C17 :</b> L'exploitant ne maintient pas propre et ne procède pas à un nettoyage régulier de la ligne 27000 afin d'éviter la présence d'amas de poussières et matières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion.
<b>Observations :</b> Lors de la visite de la nouvelle ligne 27000, l'inspection a constaté la présence d'une quantité importante de sciures de bois issues des phases de test dans la fosse du broyeur. En effet, selon l'exploitant la trappe du broyeur étant restée ouverte les produits séchés se sont accumulés dans cette fosse. Par ailleurs, cette fosse est visitable par un escalier et le tas de sciures est situé derrière le broyeur, le rendant difficilement accessible en cas d'incendie. L'exploitant doit procéder au nettoyage de la fosse et à son contrôle régulier afin de s'assurer de l'absence de nouvelles accumulations en phase de test et d'exploitation de la ligne 27000.  De plus, l'inspection a constaté la présence de poussières très fines issues des cyclones finisseurs débordants d'un baril de récupération, non protégé des intempéries, au niveau de la dalle située sous ces cyclones. L'exploitant doit précéder au nettoyage de la dalle sous les cyclones finisseurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 22 : Effets dominos stockage de sciures et zone d'alimentation combustible ligne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 1.3 et Art. 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art . 1.3 Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>Art. 7.1 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats : C18 :</b> Compte tenu de l'absence du scénario des effets domino du bâtiment de stockage de sciures sur l'aire d'alimentation en combustible biomasse de la ligne 27000, l'exploitant ne justifie pas d'une prévention des incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Selon les données fournies dans l'étude de dangers, l'incendie du bâtiment de sciures de bois est susceptible de générer des effets thermiques dont les flux excèdent 8 kW/m<sup>2</sup> (seuils des effets domino) jusqu'à 4 m de distance.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate que la trémie d'alimentation en plaquettes forestières et les redlers associés sont situés dans la zone des effets domino précité.</p> <p>Pour autant, l'étude de dangers ne prend pas en considération le scénario d'une propagation d'un incendie depuis le bâtiment de stockage des sciures de bois vers les équipements d'alimentation de la ligne 27000.</p> <p><b>L'étude de dangers doit être révisée en conséquence ou de nouvelles barrières de sécurité doivent être mises en place (du type mur coupe feu) afin de rendre ce scénario impossible.</b></p> <p>Facteur aggravant, l'inspection constate que le non respect des conditions de stockage des sciures de bois conduit à un contact direct entre ces produits combustibles et les équipements d'alimentation de la ligne 27000. Cette situation conduit à la fois à augmenter l'intensité d'exposition aux flux thermiques et la probabilité d'occurrence du démarrage d'un incendie par échauffement ou contact d'un point chaud.</p> <p><b>La mise en oeuvre de moyens d'isolement entre le stockage de sciures de bois et les équipements de la nouvelle ligne 27000 doit être revu en conséquence, tout particulièrement au niveau de la zone d'alimentation en combustible biomasse de la ligne 27000.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## Annexe – vérification événements ligne 27000

Événements ou surfaces soufflables :				
Volume concerné	Surface existante	Nature des événements	Ecart	
Cyclone sortie sécheur ligne 27000	Surface réelle : 0,647 m <sup>2</sup>	Disque de rupture P <sub>stat</sub> = 125 mbar P <sub>stat</sub> cyclone : 700 mbar Nombre:1 Hauteur : 17,35 m selon EDD (non vérifié sur site)	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Cyclone farine ligne 27000	Surface réelle : 0,81 m <sup>2</sup>	Event P <sub>stat</sub> = 100 mbar P <sub>stat</sub> cyclone : 800 mbar Nombre : 1 Hauteur : 14,25 m selon EDD (non vérifié sur site)	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Cyclone finisseurs 27000	Selon l'étude de dangers, les 4 cyclones finisseurs ne disposent pas d'événement.  La société ayant fourni les cyclones a transmis un courriel indiquant que compte tenu des concentrations faibles de poussières dans ces cyclones finisseurs et de l'absence de source possible d'ignition, la mise en œuvre d'événements n'est pas nécessaire.			
Filtre à manche conduit n°8	Surface réelle : 4 événements de 1,49m <sup>2</sup> unitaire	Event (P <sub>stat</sub> = 100 mbar) Nombre : 4  La présence du dispositif contre la suppression du filtre à manche n'a pas été contrôlée lors de la visite.	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non